

BRÈVES ÉCONOMIQUES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Semaine du 9 au 14 septembre 2026

Sommaire

Le chiffre de la semaine : la croissance.....2

Le graphique de la semaine :2

En bref3

Actualités macroéconomiques3

POLITIQUE MONETAIRE 3

FISCALITE 3

MARCHE DU TRAVAIL..... 4

Actualités commerce et investissement4

COMMERCE 4

SANCTIONS..... 5

Actualités financières5

REGLEMENTATION FINANCIERE 5

MARCHES FINANCIERS..... 5

Le chiffre de la semaine : la croissance

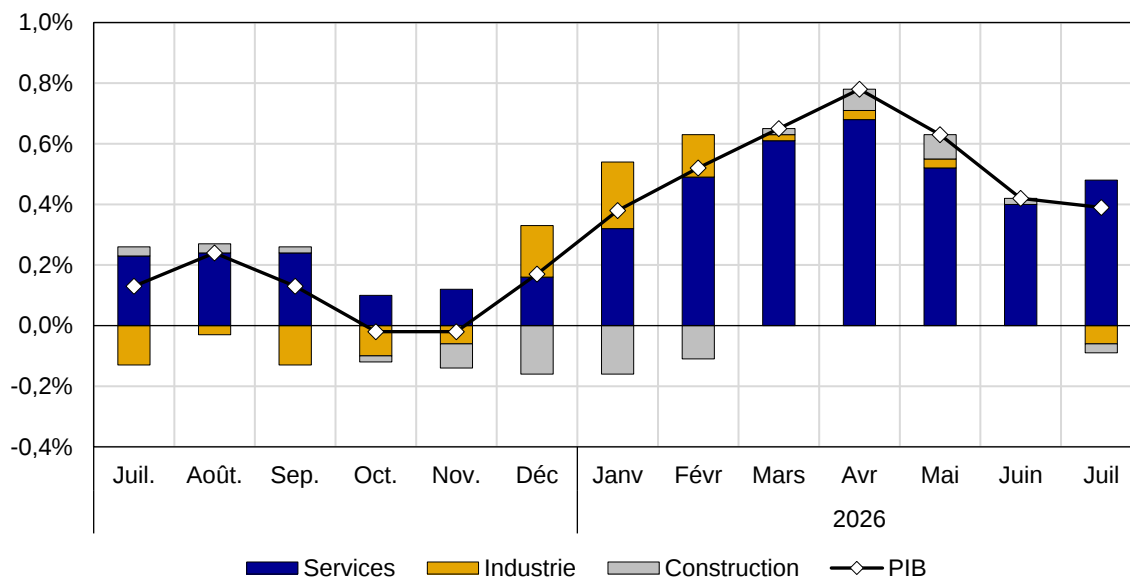
Selon [l'ONS](#), le PIB du Royaume-Uni a enregistré une croissance trimestrielle de **+0,4 % en juillet 2026**, un **rythme stable par rapport à juin**. Cette progression est portée par le secteur des services, en hausse de +0,6 %, avec une augmentation dans 11 des 14 sous-secteurs ; les contributions positives les plus importantes proviennent des activités spécialisées, scientifiques et techniques (+2,1 %) et de l'information et la communication (+2,5 %). À l'inverse, le secteur de l'industrie se contracte (-0,5 %), sous l'effet notamment de la baisse de l'activité dans les services liés à l'eau et à la gestion des déchets (-4,0 %) et dans la production et la distribution de gaz et d'électricité (-1,5 %). La construction affiche également une dynamique négative (-0,5 %), sous l'effet notamment de la baisse des nouveaux travaux (-0,4 %). **En données mensuelles, la croissance est de +0,4 % en juillet, nettement supérieure aux anticipations des marchés (0,0 %), après +0,3 % en juin.** Cette progression est principalement portée par le dynamisme du secteur des services (+0,4 %) et dans une moindre mesure par l'industrie (+0,2 %) et la construction (+0,1 %). Les évolutions mensuelles demeurent toutefois volatiles et doivent être interprétées avec prudence.

LE CHIFFRE À RETENIR

+0,4 %

Le graphique de la semaine :

Contributions à la croissance trimestrielle du PIB



Source : SER de Londres, à partir des données de l'ONS. Dernier point : juillet 2026

En bref

- Depuis le 9 septembre, la livre sterling s'est dépréciée par rapport au dollar américain et a atteint 1,3506 \$ (-0,3 %). À l'inverse, la livre sterling s'est appréciée par rapport à l'euro et a atteint 1,1684 € (+0,3 %).
- Les rendements des *gilts* poursuivent leur hausse après le mouvement de vente généralisé observé sur les marchés début septembre. Le rendement du *gilt* à 10 ans a de nouveau atteint son plus haut niveau depuis 2008. Au 14 septembre, le *gilt* à 10 ans s'établit à 5,36 % (+19,1 pdb par rapport à la semaine précédente), celui du *gilt* à 30 ans augmente à 5,89 % (+8,7 pdb).
- La Financial Conduct Authority lance un [appel à contribution](#) pour évaluer les implications réglementaires d'une tokenisation de l'or.
- L'ancien Vice-Gouverneur de la Banque d'Angleterre, Jon Cunliffe, est [nommé](#) *Chair* de Fnality, société privée développant des infrastructures de paiement et de règlement de gros fondés sur la technologie DLT.
- La Directrice Financière Groupe de HSBC, Pam Kaur, a [annoncé](#) qu'elle quittera ses fonctions à l'issue de la prochaine assemblée générale du groupe en mai 2027.
- Selon la presse, le prochain sommet entre le Royaume-Uni et l'UE devrait être reporté à fin [novembre](#), au plus tôt, en raison des inquiétudes britanniques concernant le projet de l'UE d'*Industrial Accelerator Act*.

Actualités macroéconomiques

Politique monétaire

Lors d'une [audition parlementaire](#), le gouverneur de la Banque d'Angleterre, Andrew Bailey, a averti que les tensions géopolitiques et les conditions météorologiques pourraient renforcer les pressions inflationnistes au Royaume-Uni. Il a notamment souligné que les perturbations des approvisionnements en pétrole liées au conflit dans le Golfe, conjuguées aux tensions sur les capacités de raffinage, pourraient entraîner une nouvelle hausse des prix de l'énergie. Andrew Bailey a également mis en garde contre les effets de la sécheresse au Royaume-Uni et du phénomène *El Niño* sur les prix alimentaires. La Banque d'Angleterre anticipe ainsi une inflation alimentaire d'environ 3,5 % en fin d'année. De son côté, la [Food and Drink Federation](#) (principale organisation professionnelle représentant l'industrie agroalimentaire) estime que les risques restent orientés à la hausse et anticipe désormais une remontée plus tardive mais plus persistante de l'inflation alimentaire, à 3,9 % en fin d'année, avant un pic à 6,4 % en juillet 2027. Le prochain Comité de politique monétaire se réunira jeudi 17 septembre.

Fiscalité

Le [gouvernement](#) britannique a annoncé un projet de loi qui permettrait aux collectivités locales en Angleterre d'instaurer une taxe de séjour. Présenté par la ministre du Logement et des Collectivités locales, Angela Rayner, le « overnight visitor levy » pourrait s'appliquer aux hôtels, chambres d'hôtes et locations de type Airbnb. La taxe ne serait pas plafonnée, toutefois Londres et plusieurs grandes régions

devraient limiter volontairement le taux à 5 %. La mesure constitue une nouvelle initiative du gouvernement d'Andy Burnham en matière de décentralisation fiscale, qui donnerait aux collectivités une nouvelle source de recettes pour financer les services et infrastructures touristiques. L'entrée en vigueur serait prévue pour 2028. Le secteur de l'hôtellerie-restauration s'oppose néanmoins fermement au projet, alertant sur ses effets potentiels sur les prix, l'emploi et la compétitivité touristique. Selon [UKHospitality](#), la taxe pourrait réduire le PIB de 2,2 Md£ et entraîner la suppression de jusqu'à 33 000 emplois dans le secteur touristique.

Marché du travail

Dans une [interview](#) au *Financial Times*, Alan Milburn, chargé par le gouvernement d'une revue sur le chômage des jeunes au Royaume-Uni (voir [Brèves n°22](#)), a dévoilé les principales pistes de son prochain rapport, qui devrait mettre l'accent sur la décentralisation. Sa proposition centrale serait de confier aux maires régionaux la responsabilité de ramener vers l'emploi les près d'un million de jeunes NEET (sans emploi, études ni formation). Afin de les inciter, les maires pourraient bénéficier d'une partie des économies réalisées sur les prestations sociales. Alan Milburn souligne néanmoins que cette politique nécessitera d'importants investissements publics en amont et ne permettra pas de réaliser des économies à court terme. Le rapport devrait également préconiser un renforcement de l'accompagnement individualisé des jeunes, sur le modèle néerlandais, ainsi qu'une révision des incitations du système de prestations sociales. Alan Milburn préconiserait enfin de supprimer l'*Apprenticeship Levy*, qu'il juge inefficace pour favoriser l'insertion professionnelle des jeunes.

Actualités commerce et investissement

Commerce

La [Trade Remedies Authority](#) (TRA) recommande l'imposition provisoire de droits antidumping sur certaines importations de contenants en verre en provenance de Chine, recommandation acceptée par le gouvernement britannique. La TRA a conclu, à titre préliminaire, que ces produits étaient importés au Royaume-Uni à des prix faisant l'objet d'un dumping et que cette pratique causait un préjudice à l'industrie britannique du verre. Les droits provisoires, pouvant atteindre 53 % selon les producteurs, s'appliquent depuis le 9 septembre 2026 pour une durée maximale de six mois, dans l'attente des conclusions définitives de l'enquête. La mesure vise notamment les bouteilles, flacons, pots et bocal en verre utilisés dans les secteurs alimentaire, cosmétique et de la parfumerie.

La Trade Remedies Authority (TRA) a conclu suite à une [enquête](#) que les importations de biodiésel (HVO) en provenance des États-Unis bénéficiaient de subventions et causaient un préjudice à l'industrie britannique. La TRA a recommandé ainsi l'instauration de droits compensateurs compris entre 258,10 £ et 266,68 £ par tonne. Toutefois, après application de l'Economic interest test, la TRA a estimé que l'imposition de ces droits ne serait pas dans l'intérêt économique du Royaume-Uni. Le ministre du Commerce a donc décidé de ne pas mettre en place de mesures antisubventions, de sorte qu'aucun droit compensateur ne sera appliqué aux importations de HVO en provenance des États-Unis.

Sanctions

Le gouvernement a déposé le 8 septembre les [Iran \(Sanctions\) \(Amendment\) Regulations 2026](#), qui entreront en vigueur le 29 septembre. Ces mesures rétablissent, dans une large mesure, des sanctions sectorielles contre l'Iran qui avaient été levées par le Royaume-Uni et ses partenaires dans le cadre du *Joint Comprehensive Plan of Action* signé en 2015. Le nouveau dispositif renforce notamment les restrictions financières afin de limiter l'accès du gouvernement iranien au système financier britannique et introduit des interdictions commerciales visant des secteurs considérés comme contribuant à l'escalade nucléaire iranienne, notamment l'énergie, les métaux, l'or et les logiciels, ainsi que des activités connexes telles que le transport maritime, l'assurance et les services bancaires. Des mesures d'atténuation sont toutefois prévues, notamment une licence générale permettant la poursuite des activités du champ gazier Shah Deniz en Azerbaïdjan, afin de préserver l'approvisionnement énergétique de partenaires européens, conformément aux exemptions similaires appliquées par l'UE et les États-Unis.

Actualités financières

Réglementation financière

La Financial Conduct Authority (FCA) s'engage à [publier](#) une feuille de route sur la **tokénisation des marchés de gros d'ici la fin de l'année et diffuse la synthèse des réponses reçues lors de son appel à contribution sur le sujet**. Les répondants identifient le post-marché comme la principale opportunité, en particulier l'amélioration de la mobilité du collatéral : un rapport américain cité par la FCA estime que les acteurs détiendraient en moyenne 7 % de collatéral excédentaire. Les répondants appellent à accélérer le traitement prudentiel des actifs tokenisés, la clarification des règles de protection des actifs clients (CASS) et la synchronisation des règlements en monnaie de banque centrale. Ils souhaitent également passer des pilotes et bacs à sable vers une production à grande échelle et un régime permanent. La FCA et la BoE publieront une feuille de route commune plus tard en 2026, qui fixera des dates cibles pour chaque chantier.

Marchés financiers

D'après le [Financial Times](#), **Revolut souhaite développer sa clientèle professionnelle parmi le FTSE 250**. James Gibson, responsable de Revolut Business, indique dans une interview au journal que le fondateur de Revolut identifie les services bancaires aux entreprises comme un fort levier de croissance afin de diversifier la clientèle qui est aujourd'hui majoritairement *retail*. James Gibson s'est donné pour objectif d'acquérir un million de nouveaux clients professionnels dans le monde en 2027. L'obtention d'une licence bancaire au Royaume-Uni en mars dernier (voir [Brèves n°11](#)) a levé un frein en permettant à l'entreprise d'offrir des services de crédit, une prestation nécessaire pour accompagner les plus grands clients professionnels.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

Rédaction : SER de Londres et Service de l'attachée fiscale

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr